

Dégradation du climat scolaire: des réponses collectives existent

Le climat scolaire en cette rentrée apparaît particulièrement dégradé en de nombreux endroits. Les rapports signalant des violences à l'encontre d'enseignant·es se multiplient et la réaction de la hiérarchie ne vise pas immédiatement à garantir la santé et la sécurité des personnels.

Une situation de craquage créée et entretenue par des manques de moyens

La situation pandémique et les confinements successifs ont eu des conséquences sociales et psychologiques certaines en particulier sur les adolescents et les jeunes, et aucune prise en compte particulière sérieuse n'est envisagée.

Il faut dire que la dégradation des moyens dans l'ensemble des corps de métier de l'Education Nationale ne permet pas une réelle prise en charge des traumatismes. Assistants sociaux et infirmiers scolaires répartis sur plusieurs établissements, augmentation des effectifs par classe, établissements surchargés avec des Algecos au milieu de la cour... assurer correctement l'accueil des élèves dans de telles conditions relève d'un vrai casse tête. L'an dernier suite aux annonces des DHGs catastrophiques, les collègues de nombreux établissements ont pointé les manques d'effectifs en vie scolaire (CPE et AED) notamment.

Comment réagir ?

Le premier réflexe à avoir en cas de situation de mise en danger est de le signaler par l'inscription [au RSST via le portail Arena](#). Si vous avez "un motif raisonnable de penser qu'une situation de travail présente un danger grave et imminent pour votre vie ou votre santé" vous devez alerter immédiatement votre employeur en déclenchant un droit d'alerte.

[Voir pour les détails notre fiche pratique : [défendre sa santé au travail, mode d'emploi](#)]

Enfin, face à une hiérarchie qui ne prend pas en compte la sécurité des personnels, ne laissons pas de collègues seuls. Si aucune réponse satisfaisante n'est apportée envisageons des débrayages locaux, toujours couverts par un préavis national.

En ce moment dans le Rhône, les collègues des lycées Seguin et Claudel y ont recours. Face à des hiérarchies qui font la sourde oreille sur les questions de sécurité au travail, ils et elles ont bien raison d'exprimer leurs revendications par un rapport de forces.

SE SYNDIQUER